Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ville de Hampstead | 66062 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), YVES TEDOM, Trésorier, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Hampstead pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature  Date 2 juillet 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	49
Analyse des charges	61

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Hampstead**

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la **Ville de Hampstead** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Hampstead** au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la ville n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2023, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. La ville n'a pas obtenu les informations concernant le coût de la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers, aux charges ou à d'autres postes des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Hampstead** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO senc.l.[1]

BCGO s.e.n.c.r.l.
Vaudreuil-Dorion, le 2 juillet 2024
1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	26 285 652	26 277 976	24 695 417
Compensations tenant lieu de taxes	2	100 000	122 569	116 477
Quotes-parts	3			
Transferts	4	405 000	2 714 003	403 961
Services rendus	5	509 150	603 248	430 903
Imposition de droits	6	3 571 050	3 045 569	2 931 216
Amendes et pénalités	7	320 000	346 634	431 468
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	335 300	919 197	493 390
Autres revenus	10	175 000	234 071	4 015 971
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	31 701 152	34 263 267	33 518 803
Charges				
Administration générale	14	7 441 451	7 217 769	6 156 076
Sécurité publique	15	6 595 395	6 485 421	6 172 378
Transport	16	8 434 027	8 929 513	8 277 479
Hygiène du milieu	17	3 554 843	5 098 721	3 700 173
Santé et bien-être	18	247 873	249 044	185 005
Aménagement, urbanisme et développement	19	784 765	789 276	721 829
Loisirs et culture	20	3 853 598	3 625 839	3 496 240
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	190 200	298 982	205 324
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	31 102 152	32 694 565	28 914 504
Excédent (déficit) de l'exercice	25	599 000	1 568 702	4 604 299
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		37 699 166	33 094 867
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		37 699 166	33 094 867
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		39 267 868	37 699 166

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 195 444	11 812 551
Débiteurs (note 5)	2	6 643 211	3 977 258
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	97 657	47 934
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	13 936 312	15 837 743
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 951 783	4 323 752
Revenus reportés (note 11)	12	209 811	83 152
Dette à long terme (note 12)	13	3 172 743	3 886 900
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	541 000	481 900
Autres passifs (note 14)	15		
	16	7 875 337	8 775 704
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	6 060 975	7 062 039
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	32 626 088	30 152 793
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	476 449	418 271
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	104 356	66 063
	23	33 206 893	30 637 127
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	39 267 868	37 699 166
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	39 267 868	37 699 166
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	39 267 868	37 699 166

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	599 000	1 568 702	4 604 299
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	( )	(4 444 668)	(3 822 181)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 971 373	1 848 777
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 473 295)	(1 973 404)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(58 178)	(56 084)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(38 293)	21 899
	13		(96 471)	(34 185)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	599 000	(1 001 064)	2 596 710
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		7 062 039	4 465 329
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		7 062 039	4 465 329
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		6 060 975	7 062 039

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises.*

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 568 702	4 604 299
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 971 373	1 848 777
Autres			
▪ Provision pour moins-value	3.1	(20 229)	47 849
	4	3 519 846	6 500 925
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(2 665 953)	(405 667)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(371 969)	(787 542)
Revenus reportés	8	126 659	(1 764 113)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	59 100	(121 700)
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(58 178)	(56 084)
Autres actifs non financiers	12	(38 293)	21 899
	13	571 212	3 387 718
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(4 444 668)	(3 822 181)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(4 444 668)	(3 822 181)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(29 494)	(29 529)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	( )	( )
Cession	22		
	23	(29 494)	(29 529)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	928 000	
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 631 700)	(585 800)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(10 457)	
Autres			
▪	28.1		
	29	(714 157)	(585 800)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(4 617 107)	(1 049 792)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	11 812 551	12 862 343
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	11 812 551	12 862 343
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	7 195 444	11 812 551

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

Décret 971-2005, 19 octobre 2005.

Concernant la reconstitution de la Ville de Hampstead

Le 1er janvier 2002, a été constituée de la Ville de Montréal par l'entrée en vigueur de l'article 1 et de l'annexe 1 de la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines;

Le territoire de cette ville comprend notamment celui de l'ancienne Ville de Hampstead; conformément à la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités, un scrutin référendaire a été tenu le 20 juin 2004 dans le secteur de la ville correspondant au territoire de l'ancienne Ville de Hampstead sur l'éventualité de reconstituer cette ancienne municipalité;

Que la réponse donnée par les personnes habiles à voter à la question référendaire a été réputée affirmative au sens de l'article 43 de cette loi;

Que par le décret numéro 596-2004 du 21 juin 2004,le gouvernement a, conformément à l'article 51 de cette loi, constitué un comité de transition pour participer, avec les administrateurs et les employés de la ville, et, le cas échéant, avec les personnes élues par anticipation dans la municipalité reconstituée, à l'établissement des conditions les plus aptes à faciliter la transition entre les administrations municipales successives;

En vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, de décréter la reconstitution de la Ville de Hampstead, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions, à compter du 1er janvier 2006, aux conditions suivantes:

-La Ville de Hampstead est une municipalité locale régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C.-19).

-Le territoire de la municipalité est celui dont la description, a été faite par le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs le 2 février 2005.

-La première séance du conseil de la municipalité s'est tenue au centre communautaire Irving L. Adessky, situé au 30, rue Lyncroft.

-La municipalité est réputée avoir obtenu une reconnaissance en vertu du deuxième alinéa de l'article 29.1 de la Charte de la langue française.

-Dès sa constitution, la municipalité succède, à l'égard de son territoire, aux droits et obligations de la Ville de Montréal reliés à une compétence autre que d'agglomération; tous les actes accomplis par la ville à leur égard sont réputés être des actes de la municipalité. Elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance à laquelle était partie, avant la constitution de la Ville, l'ancienne Ville de Hampstead.

Les règlements, résolutions ou autres actes de la ville, en tant qu'ils sont, immédiatement avant la reconstitution de la ville, applicables sur tout ou partie du territoire décrit en annexe et qu'ils sont reliés à une compétence visée au premier alinéa, sont réputés être des règlements, résolutions et actes de la municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les deux premiers alinéas s'appliquent sous réserve de toute disposition de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ou du décret concernant l'agglomération de Montréal pris en vertu de l'article 135 de cette loi.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La ville ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée de vie utile des immobilisations et les hypothèses liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures:	10, 15, 20 et 40 ans

Bâtiments:	10, 20, 30 et 40 ans
Véhicules:	3, 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau:	4, 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement:	10 ans
Autres	10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de leur encaissement;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2023 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise. Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, l'organisme municipal tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles,
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada* pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1 er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur ses prêts, ses placements et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant. Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidences sur les états financiers de l'organisme municipal.

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada* pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1 er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies : Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;

- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

L'organisme n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2023, de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et il n'a pas fourni les informations requises dans ses états financiers en vertu de cette norme.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	7 195 444	11 812 551
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	7 195 444	11 812 551
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	7 195 444	11 812 551
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	4 374 650	4 317 997
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	928 000	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	1 405 672	1 188 958
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 957 629	1 102 014
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	2 037 529	279 624
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	922 377	1 211 520
▪ Intérêts courus et autres	14.2	320 004	195 142
	15	6 643 211	3 977 258
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	746 200	795 900
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	746 200	795 900
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 514 829	873 382
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	442 800	228 632
	27	1 957 629	1 102 014

Note

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	97 657	47 934
Autres placements	34		
	35	97 657	47 934
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note

9. Emprunts temporaires

.

10. Créditeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	721 193	1 009 996
Salaires et avantages sociaux	42	1 865 118	1 798 502
Dépôts et retenues de garantie	43	1 290 045	1 423 016
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Action légale / réclam. assur.	45.1	63 700	63 700
▪ Intérêts courus sur dette	45.2	11 727	28 538
	46	3 951 783	4 323 752

Note

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	90 304	19 148
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ TECQ	52.1	14 776	64 004
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	104 731	
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪	60.1		
	61	209 811	83 152

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2023	2022
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,18	5,65	2026	2038	62	3 183 200	3 886 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	3 183 200	3 886 900
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(10 457)	( )
					72	3 172 743	3 886 900

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		597 300			597 300
2025	74		611 600			611 600
2026	75		626 900			626 900
2027	76		397 700			397 700
2028	77		229 000			229 000
2029 et plus	78		720 700			720 700
	79		3 183 200			3 183 200
Intérêts et frais accessoires	80			( )		( )
	81		3 183 200			3 183 200

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

		2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(541 000)	(481 900)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	(541 000)	(481 900)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	693 300	386 400
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	41 202	39 385
	90	734 502	425 785

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	( )( )	
Charge de désactualisation[1]	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	10 838 864	2 244 601		13 083 465
Eaux usées	103	13 511 117			13 511 117
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	24 195 541	1 421 999		25 617 540
Autres					
▪	105.1	4 585 449	83 843		4 669 292
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	2 320 752			2 320 752
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	4 939 752	497 677		5 437 429
Ameublement et équipement de bureau	110	2 211 842	82 399		2 294 241
Machinerie, outillage et équipement divers	111	3 472 513	108 842		3 581 355
Terrains	112	1 068 746			1 068 746
Autres	113	207 510			207 510
	114	67 352 086	4 439 361		71 791 447
Immobilisations en cours	115	206 239	5 307		211 546
	116	67 558 325	4 444 668		72 002 993
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	5 654 183	236 304		5 890 487
Eaux usées	118	9 324 663	194 913		9 519 576
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	10 914 544	837 982		11 752 526
Autres					
▪	120.1	1 381 574	225 173		1 606 747
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	1 637 699	55 069		1 692 768
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	3 625 212	219 873		3 845 085
Ameublement et équipement de bureau	125	2 111 368	47 952		2 159 320
Machinerie, outillage et équipement divers	126	2 548 775	154 107		2 702 882
Autres	127	207 514			207 514
	128	37 405 532	1 971 373		39 376 905
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	30 152 793			32 626 088
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135		
	136		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138		

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Frais reportés	144.1	104 356	66 063
Autres			
▪	145.1		
	146	104 356	66 063

Note

19. Obligations contractuelles

Collecte sélective et transport des matières récupérables

La ville s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée de trente-trois mois échéant le 31 décembre 2024 pour la collecte sélective et le transport des matières secondaires recyclables. Le montant net à verser relativement à ce contrat au cours du prochain exercice est de:

2024 : 211 731 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

20. Droits contractuels

Programme de subvention

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 3 348 996 $ à la Ville de Hampstead pour des travaux admissibles. La ville doit également investir 1 866 250 $ dans ces travaux. Un montant total de 2 322 428 $ a été comptabilisé à titre de revenu au cours de l'exercice et des exercices précédents et un solde de 1 026 568 $ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 177 456 $ sur une période de 18 ans. L'échéancier d'encaissement de ces subventions s'établit comme suit :

2024	25 353 $
2025	23 443 $
2026	21 464 $
2027	19 412 $
2028 et +	87 784 $

21. Passifs éventuels

.

A) Cautionnements et garanties

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2023	Solde des cautionnements 2022
Emprunts temporaires				
▪	147.1			
	148			
Dettes à long terme				
▪	149.1			
	150			
	151			

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à plus de 5 242 000 $ ont été entreprises contre la ville. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques. Une provision de 63 700 $ a été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations à un montant supérieur au montant provisionné, la franchise et/ou réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

D) Autres

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Dans un jugement rendu le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec a rejeté les appels et les appels incidents dans tous les dossiers, maintenant ainsi les conclusions du jugement de première instance. Des demandes visant à interjeter appel de cette décision ont été déposés par les parties en août 2023 auprès de la Cour suprême du Canada, laquelle a signifié son refus d'entendre la cause dans un jugement rendu le 11 avril 2024.

Considérant ce qui précède, les conclusions du jugement de première instance deviennent alors définitives.

Le rétablissement intégral de l'indexation automatique des rentes des participants retraités n'a aucun effet sur la valeur des obligations constituées puisque les dispositions du régime de la Ville de Hampstead n'ont jamais prévu d'indexation permanente des rentes des retraités.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale. Les quotes-parts de l'Agglomération de Montréal et de la Communauté métropolitaine de Montréal ont été présentées dans le budget et dans les réalisations selon les informations fournies par ces entités.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes municipales et tenant lieu de taxes, des amendes et pénalités et des mutations), aux placements de portefeuille et aux autres créances à recevoir. L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation et les mutations à recevoir, est réduit puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
Non en souffrance	3 381 828 $	1 023 144 $
En souffrance de moins de 30 jours	- $	- $
En souffrance de 30 à 60 jours	- $	- $
En souffrance de plus de 60 jours	108 000 $	82 230 $
	4 389 828 $	1 105 374 $
Moins la provision pour créances douteuses	- $	- $
	4 389 828 $	1 105 374 $

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est correctement évaluée pour couvrir le risque de non-paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Placements de portefeuille
L'organisme municipal atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. L'organisme municipal considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité
Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	2023				
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	3 463 279 $	- $	- $	- $	3 463 279 $
Intérêts courus à payer	11 726 $	- $	- $	- $	11 726 $
Dettes	597 300 $	1 636 200 $	399 700 $	550 000 $	3 183 200 $
Total	4 072 305 $	1 636 200 $	399 700 $	550 000 $	6 658 205 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2022				
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	3 912 777 $	- $	- $	- $	3 912 777 $
Intérêts courus à payer	28 538 $	- $	- $	- $	28 538 $
Dettes	599 100 $	1 877 200 $	647 000 $	763 600 $	3 886 900 $
Total	4 540 415$	1 877 200 $	647 000 $	763 600 $	7 828 215 $

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. La ville est exposé à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers mais comme la ville a l'intention de conserver ses placements jusqu'à échéance, il est peu exposé à ce risque.

La Ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de sa trésorerie et équivalents trésorerie à taux variable.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2023	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- $	7 064 588 $	7 064 588 $
Débiteurs	1 498 392 $	- $	1 498 392 $
Passifs financiers			
Dettes	3 183 200 $	- $	3 183 200 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2022	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- $	11 866 752 $	11 866 752 $
Débiteurs	857 807 $	- $	857 807 $
Passifs financiers			
Dettes	3 886 900 $	- $	3 886 900 $

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) 53 798 $ l'excédent annuel lié aux activités de 2023 (88 377 $ en 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2023.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	26 285 652	26 277 976		26 277 976	24 695 417
Compensations tenant lieu de taxes	2	100 000	122 569		122 569	116 477
Quotes-parts	3					
Transferts	4	405 000	469 402		469 402	363 423
Services rendus	5	509 150	603 248		603 248	430 903
Imposition de droits	6	3 571 050	3 045 569		3 045 569	2 931 216
Amendes et pénalités	7	320 000	346 634		346 634	431 468
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	335 300	919 197		919 197	493 390
Autres revenus	10	175 000	234 071		234 071	1 990 728
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	31 701 152	32 018 666		32 018 666	31 453 022
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		2 244 601		2 244 601	40 538
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					2 025 243
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		2 244 601		2 244 601	2 065 781
	22	31 701 152	34 263 267		34 263 267	33 518 803
Charges						
Administration générale	23	7 441 451	7 163 169	54 600	7 217 769	6 156 076
Sécurité publique	24	6 595 395	6 433 588	51 833	6 485 421	6 172 378
Transport	25	8 434 027	7 756 155	1 173 358	8 929 513	8 277 479
Hygiène du milieu	26	3 554 843	4 665 841	432 880	5 098 721	3 700 173
Santé et bien-être	27	247 873	249 044		249 044	185 005
Aménagement, urbanisme et développement	28	784 765	774 459	14 817	789 276	721 829
Loisirs et culture	29	3 853 598	3 381 954	243 885	3 625 839	3 496 240
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	190 200	298 982		298 982	205 324
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 971 373	(1 971 373)		
	34	31 102 152	32 694 565		32 694 565	28 914 504
Excédent (déficit) de l'exercice	35	599 000	1 568 702		1 568 702	4 604 299

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	599 000	1 568 702	4 604 299
Moins : revenus d'investissement	2	( )	(2 244 601)	(2 065 781)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	599 000	(675 899)	2 538 518
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 971 373	1 848 777
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 971 373	1 848 777
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		(20 229)	47 849
	15		(20 229)	47 849
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(599 000)	(654 000)	(537 700)
	18	(599 000)	(654 000)	(537 700)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(337 559)	(86 093)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		278 203	
Excédent de fonctionnement affecté	21		807 807	168 652
Réserves financières et fonds réservés	22		52 897	12 948
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		801 348	95 507
	26	(599 000)	2 098 492	1 454 433
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 422 593	3 992 951

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	2 244 601	2 065 781
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(61 940)	(5 536)
Sécurité publique	3	( )	(25 085)
Transport	4	(2 019 080)	(1 453 144)
Hygiène du milieu	5	(2 244 601)	( )
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )
Loisirs et culture	8	(119 047)	(2 338 416)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )
	11	(4 444 668)	(3 822 181)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	(29 494)	(29 529)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	337 559	86 093
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		230 100
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 892 002	1 469 736
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	2 229 561	1 785 929
	20	(2 244 601)	(2 065 781)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	7 959 590	8 058 531	7 252 112
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	2 252 012	1 882 426	1 685 802
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	6 936 650	6 685 045	5 537 665
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	10 590	17 108	12 673
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	79 610	55 874	81 151
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	100 000	226 000	111 500
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	13 763 700	13 798 208	12 384 824
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 971 373	1 848 777
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	31 102 152	32 694 565	28 914 504

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 816 284	6 354 594
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 814 396	3 856 505
Réserves financières et fonds réservés	3	350 443	378 340
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 327 500)	(1 589 100)
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	31 614 245	28 698 827
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	39 267 868	37 699 166
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 816 284	6 354 594
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10		
	11	4 816 284	6 354 594
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Travaux publics	12.1	339 028	614 686
▪ Sécurité publique	12.2	196 501	132 590
▪ CSR	12.3	31 865	6 703
▪ Administration	12.4	574 904	303 318
▪ Archives / Numérisation	12.5	40 000	40 000
▪ Infrastructures, arbres et PTI	12.6	2 470 570	2 648 033
▪ Licences TI et autres	12.7	161 528	111 175
	13	3 814 396	3 856 505
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪	14.1		
	15		
	16	3 814 396	3 856 505

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	300 000	300 000
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		52 897
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	50 443	25 443
Autres			
▪	30.1		
	31	350 443	378 340
	32	350 443	378 340

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	41	( )	( )
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	( )	( )
Autres			
▪	44.1	( )	( )
	45	( )	( )
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	46	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	47	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	48	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Autres			
▪	50.1	( )	( )
	51	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	52	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	53	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	54	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55	( )	( )
Autres			
▪	56.1	(1 327 500)	(1 589 100)
	57	(1 327 500)	(1 589 100)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	58		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61		
Autres			
▪	62.1		
	63		
	64	(1 327 500)	(1 589 100)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65		
Investissements à financer	66	( )	( )
	67		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	32 626 088	30 152 793
Propriétés destinées à la revente	69		
Prêts	70		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	97 657	47 934
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	32 723 745	30 200 727
Ajustements aux éléments d'actif	74		
	75	32 723 745	30 200 727
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	76	(3 172 743)	(3 886 900)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77	(10 457)	( )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	746 200	795 900
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	1 327 500	1 589 100
	81	(1 109 500)	(1 501 900)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82	( )	( )
	83	(1 109 500)	(1 501 900)
	84	31 614 245	28 698 827

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La description du Régime de retraite des employés de la Ville de Hampstead fournie ci-dessous ne constitue qu'un résumé. Pour une information complète, on devra se référer au texte du règlement numéro 757-4 qui constitue le règlement officiel de ce régime de retraite.

La dernière évaluation actuarielle de capitalisation du régime au 31 décembre 2022 a été réalisée par Mercer. Ce rapport est daté du 26 septembre 2023.

a) Généralités

La Ville de Hampstead offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées. En vertu du régime, les cotisations sont versées par l'employeur et les adhérents. Le régime est enregistré conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite sous le numéro 21403 et à l'Agence du revenu du Canada sous le numéro 0320994.

Le 1er janvier 2002, la Ville de Hampstead a été fusionnée à la Ville de Montréal. L'employeur et promoteur du régime est donc devenu la Ville de Montréal à compter de cette date. Une défusion de certaines villes de la Ville de Montréal a eu lieu le 1er janvier 2006 dont la Ville de Hampstead faisait partie. Ainsi, la Ville de Hampstead est redevenue l'employeur et promoteur du Régime à cette date.

Depuis le 1er janvier 2006, les pompiers ont cessé de cotiser dans le Régime de retraite des employés de la Ville de Hampstead. Au cours de l'exercice 2015, les services passés accumulés des pompiers dans le Régime de retraite des employés de la Ville de Hampstead ont été transférés au Régime de retraite des pompiers de la Ville de Montréal.

Depuis le 1er janvier 2009, trois participants-cadres qui ont transféré leurs prestations au Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal ont cessé d'accumuler des droits dans le Régime de retraite des employés de la Ville de Hampstead.

b) Politique de capitalisation

En vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, le promoteur du régime, la Ville de Hampstead et les adhérents doivent financer le régime de façon à constituer les prestations et les remboursements déterminés selon les dispositions du régime ainsi que les montants nécessaires aux fins d'amortir tout déficit actuariel de la caisse de retraite. La valeur de ces sommes est établie au moyen d'une évaluation actuarielle triennale.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

c) Date de retraite

L'âge normale de retraite est de 65 ans.

Un participant peut prendre sa retraite à tout moment dans les 10 années précédant son âge normal de retraite. Le participant qui demeure au service de la Ville au-delà de la date de sa retraite normale peut prendre sa retraite après sa date de retraite normale conformément aux règles établies par l'employeur et à la Loi.

d) Âge d'admissibilité à une prestation non réduite

Pour le service avant le 1er janvier 2014:

Pour les participants actifs de la division 2 (cols bleus et sécurité publique), l'âge d'admissibilité à une rente non réduite lors d'une retraite anticipée a été défini comme étant 60 ans ou, s'il est antérieur, l'âge auquel la somme de l'âge et des années de service décomptées totalise 80, sans être antérieur à 58 ans.

Pour les participants actifs de la division 3 (cols blancs et cadres), l'âge d'admissibilité à une rente non réduite lors d'une retraite anticipée a été défini comme étant l'âge auquel la somme de l'âge et des années de service décomptées totalise 80, sans être antérieur à 58 ans.

Pour le service à compter du 1er janvier 2014:

L'âge d'admissibilité à une rente non réduite lors d'une retraite anticipée a été défini comme étant l'âge auquel la somme de l'âge et des années de service décomptées totalise 80, sans être antérieur à 57 ans.

e) Prestations de retraite

Pour les années de service décomptées au 1er janvier 1988 :

Un participant qui prend sa retraite a droit à une rente annuelle égale à l'excédent, le cas échéant, de (i) sur (ii) tel qui suit :

(i) 1,40 % de son salaire de 2001 jusqu'à concurrence du MAGA 2001, plus 2 % de son salaire qui excède le MAGA 2001, le cas échéant, pour chaque année de service décomptée avant le 1er janvier 1988.

(ii) sa rente annuelle payable en vertu du régime antérieur à la date de retraite normale.

Pour les années de service décomptées du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1999 :

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Un participant qui prend sa retraite le ou après le 1er janvier 2000 a droit à une rente annuelle égale à 1,65 % de son salaire annuel moyen pendant les 60 derniers mois de service continu jusqu'à la moyenne des cinq (5) derniers MAGA plus 2 % de ce salaire annuel moyen qui excède cette moyenne de MAGA, le cas échéant, pour chaque année de service décomptée du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1999.

Pour les années de service décomptées le ou après le 1er janvier 2000 :

Un participant qui prend sa retraite le ou après le 1er janvier 2000 a droit à une rente annuelle égale à 1,40 % de son salaire annuel moyen pendant les 60 derniers mois de service continu jusqu'à la moyenne des cinq (5) derniers MAGA plus 2 % de ce salaire annuel moyen qui excède cette moyenne de MAGA, le cas échéant, pour chaque année de service décomptée depuis le 1er janvier 2000.

Prestation de raccordement :

Un participant qui prend sa retraite a droit à une rente payable jusqu'au premier jour du mois précédant ses 65 ans. Cette rente correspond à 0,636 % pour les années de service décomptées avant le 1er janvier 2014 et à 0,6 % pour les années de service décomptées à compter du 1er janvier 2014, de son salaire annuel moyen pendant les 60 derniers mois de service continu jusqu'à concurrence de la moyenne des cinq (5) derniers MAGA pour chaque année de service décomptée à partir du 1er janvier 1988. Cette prestation de raccordement est réduite si le participant prend sa retraite avant d'atteindre l'âge d'admissibilité à une rente non réduite.

f) Rente de retraite anticipée

Un participant qui prend une retraite anticipée est admissible à une rente non réduite à compter de l'âge d'admissibilité à une rente non réduite.

Un participant qui prend une retraite anticipée peut choisir de recevoir soit :

- Une rente annuelle calculée conformément à la section Rente de retraite normale ci-dessus, réduite de 1/2 % pour chaque mois d'anticipation entre la date de retraite anticipée et la date à laquelle le participant aurait été admissible à une rente non réduite.
- Une rente différée qui commence à lui être servie à la date de sa retraite normale, calculée conformément à la formule à la section Rente de retraite normale et fondée sur ses années de service décomptées à la date de sa retraite anticipée.

g) Rente maximale

La rente annuelle totale versée par le régime à la retraite ou en cas de décès ou de cessation d'emploi ne peut excéder le moins élevé des deux montants suivants:

- 2 % de la rémunération totale moyenne versée au participant par la Ville au cours des trois années les mieux rémunérées, multiplié par le nombre d'années de service validé; et

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- 1 722,22 $, ou tout autre montant prévu par la Loi de l'impôt sur le revenu, multiplié par le nombre d'années de service validé.

h) Prestations de cessation d'emploi

Le participant qui cesse son emploi a droit, en vertu du régime, à une rente, différée jusqu'à sa date de retraite normale. Un participant peut choisir de recevoir sa rente à n'importe quel moment dans les dix (10) années de la date de retraite normale, sujette à une réduction actuarielle.

i) Prestations en cas de décès avant la retraite

Une prestation en cas de décès avant la retraite est versée au conjoint ou à ses ayants droit. Pour les années de service après le 1er janvier 1990, la prestation payée sera égale à la valeur actualisée de la rente différée accumulée par le participant au moment de son décès. Pour les années de service avant le 1er janvier 1990, un remboursement des cotisations du participant au régime avec intérêts est effectué. Les cotisations excédentaires déterminées selon les dispositions du Régime, le cas échéant, sont également payables en cas de décès.

j) Prestations en cas de décès pendant la retraite

La rente de retraite décrite est maintenue jusqu'à ce qu'un total de 60 versements mensuels ait été effectué, y compris les paiements effectués avant et après le décès du participant. Ceci correspond au mode normal de service de la rente prévu selon les dispositions du Régime de retraite. La prestation de raccordement est une rente temporaire versée jusqu'au premier jour du mois précédant le 65e anniversaire de naissance du participant, peu importe si celui-ci est en vie ou non durant cette période.

k) Transferts

Le participant qui met fin à sa participation active au Régime à une date qui est antérieure d'au moins dix ans à la date de sa retraite normale, le participant qui met fin à sa participation active dans les dix ans de la date de sa retraite normale et compte moins de dix ans de service continu, peut, dans les délais prescrits, choisir de transférer la valeur actualisée de la rente différée et les cotisations excédentaires avec l'intérêt crédité sous forme d'un paiement en un seul versement dans un instrument de retraite prescrit par la Loi complémentaire sur les régimes de retraite du Québec ou de le transférer dans un autre régime de pension agréé, à condition que l'administrateur du Régime en question consente au transfert.

Effectif le 1er mars 2020 et pour le volet courant uniquement, un participant qui choisit de transférer la valeur de ses droits à l'extérieur du Régime, sera acquitté en proportion du degré de solvabilité de ce volet, jusqu'à concurrence de 100 %.

l) Cotisations accessoires optionnelles et prestations accessoires optionnelles

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le 1er janvier 2013, le Régime a introduit une composante flexible permettant aux participants de verser des cotisations accessoires optionnelles au Régime afin d'améliorer les prestations accessoires de retraite pour le service accompli à compter de 1990.

m) Utilisation des excédents d'actifs et financement des déficits

Pour le service avant le 1er janvier 2014:

Le déficit actuariel du compte général est financé par la Ville.

Les excédents d'actifs (soit ceux en excédent de la provision pour écarts défavorables (PED)), seront utilisés pour financer des améliorations selon une entente à intervenir entre les parties.

Pour le service à compter du 1er janvier 2014:

Le déficit actuariel du compte général est financé par le fonds de stabilisation et les cotisations de stabilisation. La cotisation d'équilibre pour financer tout déficit actuariel au compte général est établie en amortissant ce déficit sur une période de 15 ans. La cotisation d'équilibre qui ne pourra autrement être financée, sera défrayée également par les participants actifs de la Ville.

Lorsque le ratio de capitalisation, incluant le fonds de stabilisation, est supérieur à 115 % (ou 100 % plus le % représentant la PED si supérieure) et que le compte général est pleinement capitalisé, l'excédent est utilisé, à même le fonds de stabilisation, pour indexer les rentes des retraités à l'égard des trois années antérieures selon une formule égale à 50 % de l'augmentation de l'IPC en faisant l'hypothèse que cette indexation serait octroyée pendant la retraite pour tous les participants. Si le montant excédentaire n'est pas suffisant pour offrir la pleine indexation, l'indexation des rentes est effectuée au prorata des montants disponibles. Les excédents d'actifs résiduels, s'il y a lieu, au-delà de cette provision pour octroyer la pleine indexation présentée ci-dessus demeurent dans la caisse de retraite et seront utilisés pour le financement d'améliorations selon une entente à intervenir entre les parties.

L'amortissement des déficits passera graduellement de 15 ans au 31 décembre 2023 à 10 ans au 31 décembre 2028. Ce changement a été intégré à la Loi RCR en avril 2024.

n) Impôts sur le revenu

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Hampstead est une fiducie de pension enregistrée au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu et il est exempt d'impôt sur le revenu.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(481 900)	(603 600)
Charge de l'exercice	4	(693 300)	(386 400)
Cotisations versées par l'employeur	5	634 200	508 100
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(541 000)	(481 900)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	25 022 600	22 646 900
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(25 022 600)	(23 859 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		(1 212 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(541 000)	730 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(541 000)	(481 900)
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(541 000)	(481 900)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	25 022 600	22 646 900
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(25 022 600)	(23 859 100)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	(1 212 200)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 081 500	927 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	1 081 500	927 500
Cotisations salariales des employés	21	(624 600)	(514 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	(49 100)	(50 300)
	23	407 800	363 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	59 500	(88 200)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	467 300	274 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	1 407 300	1 230 800
Rendement espéré des actifs	32	(1 181 300)	(1 119 300)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	226 000	111 500
Charge de l'exercice	34	693 300	386 400

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	2 249 200	(4 165 800)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	(1 181 300)	(1 119 300)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	1 067 900	(5 285 100)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	322 900	2 894 300
Prestations versées au cours de l'exercice	39	(1 181 400)	(1 166 500)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	492 100	
DMERCA du nouveau volet	45	10	13
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,67 %	5,95 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,95 %	4,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	3,00 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	

Description des régimes et autres renseignements

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	

Description des régimes et autres renseignements

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	9 442	8 798
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	31 819	29 650
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	9 383	9 735
	121	41 202	39 385

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	25 653 652	25 739 892	24 122 033
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	25 653 652	25 739 892	24 122 033
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	630 000	536 134	571 384
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪ Tarif bacs déchets 360L	16.1	2 000	1 950	2 000
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	632 000	538 084	573 384
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	632 000	538 084	573 384
	27	26 285 652	26 277 976	24 695 417

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	100 000	122 569	116 477
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	100 000	122 569	116 477
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	100 000	122 569	116 477

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	53 000	50 123	43 670
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52			
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63	77 000	79 369	37 481
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	90 000	121 376	109 716
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76	9 500		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81			
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83	500		
Réseau d'électricité	84			
	85	230 000	250 868	190 867

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91			40 538
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102		2 244 601	
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120			
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124		2 244 601	40 538

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	70 000	101 451	77 701
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	105 000	117 083	94 855
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	175 000	218 534	172 556
TOTAL DES TRANSFERTS	136	405 000	2 714 003	403 961

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142			
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181			
	182			
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190	3 500	4 563	1 910
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	3 500	4 563	1 910
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198			
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	477 650	572 177	405 026
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219	28 000	26 508	23 967
	220	505 650	598 685	428 993
Réseau d'électricité	221			
	222	509 150	603 248	430 903
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	509 150	603 248	430 903

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	571 050	519 330	478 150
Droits de mutation immobilière	225	3 000 000	2 526 239	2 453 066
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	3 571 050	3 045 569	2 931 216
AMENDES ET PÉNALITÉS	229	320 000	346 634	431 468
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	231	335 300	919 197	493 390
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	175 000	234 071	4 015 971
	242	175 000	234 071	4 015 971
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	577 901	565 453		565 453	473 133
Greffe et application de la loi	2	262 706	234 460	192	234 652	191 257
Gestion financière et administrative	3	2 265 148	2 321 253	32 398	2 353 651	2 128 760
Évaluation	4	720 468	722 444		722 444	943 808
Gestion du personnel	5	567 138	626 017	1 312	627 329	422 287
Autres						
▪ Frais non-répartis	6.1	3 048 090	2 693 542	20 698	2 714 240	1 996 831
	7	7 441 451	7 163 169	54 600	7 217 769	6 156 076
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	3 218 090	3 226 916		3 226 916	3 146 027
Sécurité incendie	9	1 825 186	1 830 192		1 830 192	1 696 608
Sécurité civile	10	1 495 119	1 319 522	51 833	1 371 355	1 265 344
Autres	11	57 000	56 958		56 958	64 399
	12	6 595 395	6 433 588	51 833	6 485 421	6 172 378
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	4 160 457	3 113 564	877 794	3 991 358	3 744 546
Enlèvement de la neige	14	1 108 441	1 328 296	18 800	1 347 096	1 166 265
Éclairage des rues	15	149 547	231 475	21 998	253 473	209 570
Circulation et stationnement	16	20 000	46 589	23 873	70 462	74 319
Transport collectif						
Transport en commun	17	2 989 942	2 998 143		2 998 143	2 842 660
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20	5 640	38 088	230 893	268 981	240 119
	21	8 434 027	7 756 155	1 173 358	8 929 513	8 277 479

ANALYSE DES CHARGES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	1 870 900	1 900 076		1 900 076	1 257 453
Réseau de distribution de l'eau potable	23	428 771	1 557 195	237 288	1 794 483	1 072 637
Traitement des eaux usées	24					
Réseaux d'égout	25	50 000	137 603	195 545	333 148	273 762
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	187 000	191 915		191 915	183 100
Élimination	27	70 000	19 460		19 460	82 202
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	220 000	211 731	9	211 740	171 023
Tri et conditionnement	29					
Matières organiques						
Collecte et transport	30	78 000	78 942		78 942	75 554
Traitement	31					
Matériaux secs	32	205 402	143 025		143 025	216 830
Autres	33					
Plan de gestion	34	360 234	361 222		361 222	337 074
Autres	35	3 000	2 602		2 602	
Cours d'eau	36					
Protection de l'environnement	37	26 686	26 769	2	26 771	14 815
Autres	38	54 850	35 301	36	35 337	15 723
	39	3 554 843	4 665 841	432 880	5 098 721	3 700 173
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	211 850	212 922		212 922	151 298
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	36 023	36 122		36 122	33 707
	43	247 873	249 044		249 044	185 005

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	526 431	524 159	7 648	531 807	446 614
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46	49 346	49 487	7 169	56 656	53 531
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47	200 233	200 813		200 813	221 684
Tourisme	48					
Autres	49					
Autres	50	8 755				
	51	784 765	774 459	14 817	789 276	721 829
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	914 645	750 345	21 675	772 020	893 005
Patinoires intérieures et extérieures	53	123 702	63 344	3 241	66 585	86 250
Piscines, plages et ports de plaisance	54	203 539	198 075	11 894	209 969	202 168
Parcs et terrains de jeux	55	1 835 816	1 582 228	205 188	1 787 416	1 569 950
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57					
Autres	58	193 128	194 235	1 887	196 122	202 943
	59	3 270 830	2 788 227	243 885	3 032 112	2 954 316
Activités culturelles						
Centres communautaires	60					
Bibliothèques	61	7 000	5 752		5 752	4 026
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres	64	575 768	587 975		587 975	537 898
	65	582 768	593 727		593 727	541 924
	66	3 853 598	3 381 954	243 885	3 625 839	3 496 240

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	68	89 000	72 127		72 127	93 824
Autres frais	69	1 200	855		855	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	70	100 000	226 000		226 000	111 500
Autres	71					
	72	190 200	298 982		298 982	205 324
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		1 971 373	(1 971 373)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ville de Hampstead | 66062 |

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	2 244 601	
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 344 291	1 268 383
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9	77 708	
Parcs et terrains de jeux	10	83 843	2 200 924
Autres infrastructures	11		57 292
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	5 307	101 461
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	497 677	6 824
Ameublement et équipement de bureau	18	82 399	5 536
Machinerie, outillage et équipement divers	19	108 842	181 761
Terrains	20		
Autres	21		
	22	4 444 668	3 822 181

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	2 244 601	
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	1 505 842	3 526 599
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	694 225	295 582
	12	4 444 668	3 822 181

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 091 000		654 000	2 437 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	3 091 000		654 000	2 437 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	795 900		49 700	746 200
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	795 900		49 700	746 200
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	795 900		49 700	746 200
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	795 900		49 700	746 200
	19	3 886 900		703 700	3 183 200
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	3 886 900		703 700	3 183 200

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	3 183 200
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	746 200
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	2 437 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	
Endettement net à long terme	14	2 437 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	218 426
Autres organismes	17	2 328 000
Endettement total net à long terme	18	4 983 426
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	20 748 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	20 748 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	25 731 426
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	720 468	722 444	943 808
Autres	3	1 789 390	1 794 536	1 237 241
Sécurité publique				
Police	4	3 218 090	3 226 916	3 146 027
Sécurité incendie	5	1 825 186	1 830 192	1 696 608
Sécurité civile	6	60 039	60 204	67 415
Autres	7	57 000	56 958	48 216
Transport				
Réseau routier	8	96 062	96 326	78 651
Transport collectif	9	2 989 942	2 998 143	2 842 660
Autres	10	2 140	2 155	1 770
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 455 900	1 455 907	872 700
Matières résiduelles	12	360 234	361 222	337 074
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	26 686	26 769	13 970
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	211 850	212 922	151 298
Autres	17	36 023	36 122	33 707
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	4 264	4 292	4 087
Rénovation urbaine	19	49 346	49 487	46 362
Promotion et développement économique	20	200 233	200 813	221 684
Autres	21	8 755		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	183 628	192 958	190 245
Activités culturelles	23	468 464	469 842	451 301
Réseau d'électricité	24			
	25	13 763 700	13 798 208	12 384 824

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 444 668	3 822 181
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 444 668	3 822 181

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total[1]
Cadres et contremaîtres	1	21,00	35,00	38 532,46	2 224 961	448 523	2 673 484
Professionnels	2						
Cols blancs	3	50,00	35,00	90 120,27	2 321 569	492 926	2 814 495
Cols bleus	4	50,00	36,00	93 593,89	3 135 083	839 999	3 975 082
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	121,00		222 246,62	7 681 613	1 781 448	9 463 061
Élus	9	7,00			376 918	100 978	477 896
	10	128,00			8 058 531	1 882 426	9 940 957

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	79 369				79 369
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	390 033	685 883	1 558 718		2 634 634
	7	469 402	685 883	1 558 718		2 714 003

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	7	16
Évaluation	2		
Autres	3	93 132	50 835
	4	93 139	50 851
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7	86 663	37 973
Autres	8		
	9	86 663	37 973
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	34 195	43 426
Enlèvement de la neige	11	16 598	11 333
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	42 786	30 348
	15	93 579	85 107
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	8 785	10 895
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	7 239	10 185
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		44
Autres	25		
	26	16 024	21 124
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	283	398
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34	265	373
	35	548	771
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	9 029	9 498
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	9 029	9 498
Réseau d'électricité	40		
	41	298 982	205 324

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jeremy Levi	1.1	Maire	62 721	18 207	13 111	
Leon Elfassy	1.2	Conseiller	27 556	12 193		
Warren Budning	1.3	Conseiller	27 556	12 193		
Michael Goldwax	1.4	Conseiller	27 556	12 193		
Jack Edery	1.5	Conseiller	27 556	12 193		
Harvey Shaffer	1.6	Conseiller	27 556	12 193		
Jason Farber	1.7	Conseiller	27 556	12 193		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		300 000 $

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	☐	☒ X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	3		$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	☐	☒ X

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	$
Ligne 3 : Autres revenus	7	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	$
Ligne 9 : Autres charges	11	$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	$
Ligne 14 : Débiteurs	14	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	$
Ligne 24 : Libres	20	$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	$
Constatés au cours de l'exercice	24	$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. — 26 [X] [ ]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 — 27 104 730 $

b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. — 28 [X] [ ]

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 — 29 1 087 783 $

c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). — 30 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 — 31 _____ $

d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). — 32 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 — 33 _____ $

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? — 34 [ ] [X]

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? — 35 [ ] [ ]

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 36 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 — 37 _____ $

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 38 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 — 39 _____ $

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? — 40 [ ] [X]

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes — 41 _____ $

b) autres formes d'aide — 42 _____ $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023 — 43 _____ $

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD — 44 _____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 45 _____ $
- Dépenses relatives à l'entretien d'été
  - Systèmes de sécurité — 46 $
  - Chaussées pavées - entretien préventif — 47 $
  - Chaussées pavées - entretien palliatif — 48 $
  - Chaussées en gravier - entretien préventif — 49 $
  - Chaussées en gravier - entretien palliatif — 50 $
  - Systèmes de drainage — 51 $
  - Abords de routes — 52 _____ $
  - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été — 53 _____ $

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 54 _____ $
- Dépenses relatives à l'entretien d'été — 55 _____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 56 _____ $

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution — 57 _____

b) Date d'adoption de la résolution — 58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59 [ ] [X]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 60 _____

b) Date d'adoption de la résolution 61 _____

12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____

Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 1 960

i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____

Règlement

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72 [X] [ ]

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____ $
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____ $
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____ $
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____ $
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____ $
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____ $
Ligne 9 : Autres charges	79	_____ $
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____ $
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____ $
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____ $
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____ $
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____ $
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____ $
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____ $
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____ $
Ligne 24 : Libres	88	_____ $
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____ $
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____ $

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1		X
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	2		
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3	X	
3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	4		X

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	5		X
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	6		X
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	7		X

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	8		X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	9		

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2024

Ville de Hampstead | 66062 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	26 636 020
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	26 636 020
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	684 000
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	
Autres		
▪ Tarif bac déchet 360L	16.1	2 000
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	686 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	686 000
	27	27 322 020

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	105 000
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	105 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	9	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	
Taxes d'affaires	11	
	12	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	
	18	
	19	105 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Assiette d'application imposable		Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x	/100 $					
Taxe foncière générale (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	3 257 909 401	x	0,7847/100 $	25 565 601				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	105 126 900	x	0,7847/100 $	824 931				
Immeubles non résidentiels	4	56 100	x	2,1579/100 $	1 211				
Immeubles industriels	5		x	/100 $					
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	6		x	/100 $					
Autres	7	15 565 000	x	1,5694/100 $	244 277				
Immeubles forestiers	8		x	/100 $					
Immeubles agricoles	9		x	/100 $					
Total	10				26 636 020	( )	( )		26 636 020
Taxes spéciales									
Service de la dette (taux unique)	11		x	/100 $					
Service de la dette (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x	/100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x	/100 $					
Immeubles non résidentiels	14		x	/100 $					
Immeubles industriels	15		x	/100 $					
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16		x	/100 $					
Autres	17		x	/100 $					
Immeubles forestiers	18		x	/100 $					
Immeubles agricoles	19		x	/100 $					
Total	20					( )	( )		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21		x	/100 $				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22		x	/100 $				
Immeubles de 6 logements ou plus	23		x	/100 $				
Immeubles non résidentiels	24		x	/100 $				
Immeubles industriels	25		x	/100 $				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26		x	/100 $				
Autres	27		x	/100 $				
Immeubles forestiers	28		x	/100 $				
Immeubles agricoles	29		x	/100 $				
Total	30				( )	( )		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31		x	/100 $				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32		x	/100 $				
Immeubles de 6 logements ou plus	33		x	/100 $				
Immeubles non résidentiels	34		x	/100 $				
Immeubles industriels	35		x	/100 $				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36		x	/100 $				
Autres	37		x	/100 $				
Immeubles forestiers	38		x	/100 $				
Immeubles agricoles	39		x	/100 $				
Total	40				( )	( )		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		x	%	( )	( )		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	_____ $
Égout	2	_____ $
Eau et égout	3	_____ $
Traitement des eaux usées	4	_____ $
Matières résiduelles	5	_____ $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description		Taux	Code	Préciser
Tarif à la consommation d'eau	6.1	50,0000	4 - tarif fixe (compensation)	0-35000 Gallon impérial
Tarif à la consommation d'eau	6.2	3,0000	7 - autres (préciser)	35001-175000 Gallon impérial
Tarif à la consommation d'eau	6.3	6,0000	7 - autres (préciser)	175001-245000 Gallon impérial
Tarif à la consommation d'eau	6.4	8,0000	7 - autres (préciser)	Plus de 245001 Gallon impérial

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 211			244 277	824 931	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 211			244 277	824 931	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
			Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1		25 565 601			26 636 020
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4					
Autres	5		686 000			686 000
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8		26 251 601			27 322 020

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		OUI	NON
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1	X	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	2		X
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	3		X
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	4		X
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	5		X
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	6		X
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	7		X
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2024 :	8	_____ $	
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2024 :	9	_____ $	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	10		X
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	11		X
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	12		X
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2024 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13		X
Si oui, indiquer le montant.	14	_____ $	
5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	15	_____ $	
6. Date d'adoption du budget par le conseil	16	2023-12-19	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

7.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	17	32 786 080 $
8.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	18	615 000 $
9.	Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	19	41 200 $
10.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	20	$